



HAL
open science

Elections 2020 : un effet Covid modéré

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. Elections 2020 : un effet Covid modéré. Les Études du CERI, 2021, 252-253, pp.60 - 63. 10.25647/etudesduceri.252-253.10 . hal-03385547

HAL Id: hal-03385547

<https://sciencespo.hal.science/hal-03385547>

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Elections 2020 : un effet Covid modéré

par Olivier Dabène

La pandémie a bouleversé le calendrier électoral latino-américain au premier semestre 2020. Six pays ont reporté des élections, pour des raisons qui ont relevé tant de précautions sanitaires que de calculs politiques. Quand les élections ont eu lieu, les campagnes électorales ont été mornes et la participation a enregistré des baisses dans quasiment tous les pays. Pour autant, cette année électorale 2020 n'a pas été dominée outre mesure par la pandémie. D'autres thèmes qui ont été au centre des débats expliquent les résultats.

Tableau 2
Reports d'élections en Amérique latine en 2020

Pays	Type d'élection	Date initiale	Report 1	Report 2
Chili	Référendum	26 avril	25 octobre	
Bolivie	Présidentielle	3 mai	6 septembre	18 octobre
Uruguay	Municipales et départementales	10 mai	27 septembre	
Rép. dom.	Présidentielle	17 mai	5 juillet	
Brésil	Municipales	4/25 octobre	15/29 novembre	
Paraguay	Municipales	8 novembre	29 novembre	10 octobre 2021

Les élections se sont concentrées dans la zone caraïbe et en Amérique du Sud, avec trois élections générales (Guyana, République dominicaine et Bolivie), trois élections législatives (Pérou, Suriname et Venezuela), trois élections locales (République dominicaine, Uruguay et Brésil) et un référendum (Chili).

Tableau 3
Calendrier et résultats des élections en 2020

Date	Pays	Type d'élection	Vainqueur et parti	Participation
26/1	Pérou	Législatives	Action populaire (AP) Evangélistes	74 % (-7,8)
2/3	Guyana	Générales	Irfaan Ali Parti progressiste du peuple (PPP)	70,2 % (-0,8)
15/3	Rép. dom.	Municipales	Parti révolutionnaire moderne (PRM)	49,1 % (+3)
25/5	Suriname	Législatives	Chan Santokhi Parti progressiste de la réforme (VHP)	71,6 % (-0,7)
5/7	Rép. dom.	Présidentielle	Luis Abinader Parti révolutionnaire moderne (PRM)	55,3 % (-14,3)
27/9	Uruguay	Locales	Front ample à Montevideo et Canelones Parti national (PN) dans le reste du pays	85 %
18/10	Bolivie	Présidentielle	Luis Arce Mouvement vers le socialisme (MAS)	88,4 % (+0,1)
25/10	Chili	Référendum	Oui Convention	50,9 %
15-29/11	Brésil	Municipales	Centre droite (<i>centrão</i>) São Paulo : Bruno Covas Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB)	76,9 % (-5,6)
6/12	Venezuela	Législatives*	Grand pôle patriotique Simon Bolivar (GPPSB)	30,5 % (-43,7)
5-12/12	Venezuela	Référendum**	Oui	32 %***

* Validité contestée par l'opposition et la communauté internationale (à l'exception des alliés du Venezuela, Russie et Iran notamment).
** Organisé par l'opposition.
*** Chiffre avancé par les organisateurs sans possibilité de contrôle.

Au plan des résultats, l'année a été marquée par des alternances en République dominicaine, en Guyana, au Suriname et au Pérou.

En République dominicaine, l'année s'est ouverte avec des élections municipales le 16 février, qui ont été annulées en raison de défaillances techniques. Reportées au 15 mars, elles se sont soldées par la victoire du Parti révolutionnaire moderne (PRM). Ce parti d'opposition a réédité sa victoire à l'élection présidentielle du 5 juillet. Son candidat, Luis Abinader, a su profiter de l'usure du Parti de la libération dominicaine (PLD), vainqueur des quatre dernières élections. Plus généralement, cette victoire a traduit un rejet des trois partis qui ont dominé la vie politique de ce pays depuis 1962 : le PLD, le Parti révolutionnaire dominicain (PRD) et le Parti réformiste social-chrétien (PRSC). L'alternance a porté au pouvoir une formation modérément progressiste qui a défendu pendant sa campagne l'avortement (sous conditions), les droits de la femme, l'emploi et l'environnement.

Au Guyana, les élections ont eu lieu dans un contexte de rivalités politiques exacerbées par les débuts de la mise en exploitation de très importants gisements de pétrole découverts en 2015¹. Le Fonds monétaire international (FMI) y a prévu une croissance de 53 % pour 2020 ! Le sortant David Granger a tenté de s'autoproclamer vainqueur, avant de concéder la victoire à son opposant, Irfaan Ali.

Le Suriname a de son côté tenu ses élections législatives, dans le cadre d'un régime parlementaire. L'opposition est parvenue à défaire le parti de Desi Bouterse, au pouvoir depuis 2010². Le nouveau président, Chan Santokhi, doit à présent tourner la sombre page de quarante ans de vie politique dominée par son prédécesseur.

Le cas du Pérou est plus complexe³. Les élections législatives ont été provoquées par la décision du président de la République de dissoudre l'Assemblée. Elles se sont soldées par la victoire du parti centriste Action populaire (AP) et un score inédit des évangélistes et de la gauche.

En Uruguay, les électeurs ont confirmé le virage conservateur en cours. Les élections municipales et départementales se sont traduites par des progrès du Parti national du président Lacalle Pou élu en 2019, qui a remporté 15 des 19 départements et 91 des 125 mairies. Pour autant, le Front ample (gauche) conserve la capitale Montevideo (septième victoire consécutive depuis 1990), avec Carolina Cosse. Il est plus que jamais un parti urbain, puisqu'il emporte aussi les départements de Canelones (le deuxième le plus peuplé du pays) et Salto.

Au Brésil, les élections municipales confirment le déclin du Parti des travailleurs (PT), qui ne parvient pas à contenir les progrès sur sa gauche du Parti socialisme et liberté (PSOL). Les candidats soutenus par le président Bolsonaro ont aussi été battus. Ces élections marquent le retour des formations traditionnelles conservatrices⁴ qui disposent de réseaux d'opérateurs dans tout le pays⁵.

¹ Le Guyana peut devenir le pays le plus riche du monde, avec des réserves estimées à 5,5 milliards de barils, pour 750 000 habitants.

² Auteur d'un coup d'Etat militaire en 1980, Desi Bouterse a *de facto* gouverné jusqu'en 1987. Coupable de meurtres, il a été condamné à vingt ans de prison en 2019 par une cour martiale dans son pays. La justice hollandaise l'a de son côté condamné à onze ans de prison pour trafic de drogue.

³ Lire l'analyse de Gustavo Pastor dans ce volume.

⁴ Partis dits du « centre » (*centrão*), sans contenus programmatiques.

⁵ Lire l'analyse de Frédéric Louault dans ce volume.

En Bolivie, le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales est parvenu à surmonter les nombreux obstacles placés sur sa route depuis le coup d'Etat du 10 novembre 2019. Son candidat Luis Arce a été élu avec 55 % des voix dès le premier tour⁶.

Enfin au Chili, les électeurs se sont massivement rendus aux urnes⁷ pour exprimer leur souhait de voir le pays se doter d'une nouvelle Constitution. Elle sera rédigée par une Convention dont les cent cinquante-cinq membres (hommes et femmes à parité) seront élus le 11 avril 2021⁸.

Le Venezuela est une nouvelle fois un cas à part, dans la mesure où Nicolás Maduro et son gouvernement ont minutieusement planifié leur victoire aux législatives du 6 décembre en ne laissant aucune chance à l'opposition. Dès le 14 juin, le Tribunal suprême de justice (TSJ) a illégalement désigné les cinq membres du Conseil national électoral (CNE), en lieu et place de l'Assemblée nationale.

Tableau 4
Venezuela : composition du nouveau Conseil national électoral

Fonction	Nom	Affiliation/poste antérieur
Présidente	Indira Alfonzo Izaguirre	Proche du gouvernement Ancienne présidente de la section électorale du TSJ
Vice-président	Rafael Simón Jiménez	Proche de Hugo Chávez Ancien député du Mouvement vers le socialisme (MAS)
Membre	Tania D'Amelio	Membre du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV)
Membre	Gladys Gutiérrez	Proche de Hugo Chávez Ancienne présidente du TSJ
Membre	José Luis Gutiérrez Parra	Membre du parti Action démocratique (AD) Proche de l'opposition collaborant avec le gouvernement

Le lendemain, le TSJ a suspendu de ses fonctions le comité directeur du parti AD, et remplacé son président Enrique Ramos Allup par Bernabé Gutiérrez, le frère de José Luis Gutiérrez Parra nommé au CNE. Le 16 juin, la même manœuvre a été engagée à l'encontre du parti d'opposition Justice d'abord (PJ). Ses dirigeants Julio Borges et Henrique Capriles ont été remplacés à leur tour par une figure plus accommodante, José Brito. Puis le 7 juillet, le TSJ a révoqué la direction du parti de Leopoldo López et Juan Guaidó, Volonté populaire, et a nommé à leur place des opposants dissidents.

L'objectif était de faire en sorte que la coalition d'opposition G4 (composée d'AD, de PJ, de Volonté populaire et de Nouveau temps) ne boycotte pas les élections législatives en faisant passer ces partis sous le contrôle de partisans de la participation.

Contrôlant l'arbitre (CNE) et les principaux joueurs, il est devenu facile d'encadrer la campagne et de produire les résultats attendus. Les Vénézuéliens avaient pourtant de sérieux motifs d'insatisfaction, avec une crise sanitaire et économique d'une ampleur incommensurable.

⁶ Lire l'analyse de Sebastián Urioste dans ce volume.

⁷ Dans des conditions adverses (crise sanitaire), le taux de participation a dépassé les 50 %, ce qui semble témoigner d'un intérêt renouvelé pour la politique. Il n'avait pas dépassé 36 % aux élections municipales de 2016 et 46 % à la présidentielle de 2017.

⁸ Lire l'analyse de Cecilia Baeza dans ce volume.

Le 2 août, l'opposition vénézuélienne a fait part de sa décision de boycotter les élections. Un mois plus tard, alors que Nicolás Maduro avait fait libérer une centaine de prisonniers politiques en guise de bonne volonté, Henrique Capriles⁹ a lancé un appel à la participation. Dans le même temps, diverses initiatives de médiation (Commission européenne, Norvège, Eglise catholique) ont été prises pour convaincre Nicolás Maduro de reporter les élections et de les placer sous observation internationale. En vain. Le scrutin a eu lieu et il n'a réservé aucune surprise. La participation a toutefois chuté de plus de quarante points selon les chiffres officiels. Le GPPSB a emporté 256 sièges sur un total de 277¹⁰.

Le référendum¹¹ organisé par l'opposition entre le 7 et le 12 décembre n'a, semble-t-il, pas suscité une participation massive¹², dénotant une grande lassitude dans la population. Le oui l'a emporté, sans que cela puisse menacer le régime.

Pour le Venezuela comme pour le reste de l'Amérique latine, la victoire de Joe Biden aux Etats-Unis annonce une nouvelle ère dans les relations interaméricaines susceptible de faire évoluer la donne politique latino-américaine.

⁹ Deux fois candidat à la présidence, Henrique Capriles était éclipsé depuis quelques années par Juan Guaidó, reconnu président légitime par une cinquantaine de pays dans le monde.

¹⁰ Soit 92,4 % des sièges pour 69,3 % des voix. En 2015, l'opposition avait aussi bénéficié d'un effet de scrutin similaire, mais de moindre ampleur, avec 67 % des sièges pour 56 % des voix.

¹¹ Le référendum contenait trois questions : « Exigez-vous de mettre un terme à l'usurpation de la présidence par Nicolás Maduro et que soient organisées des élections présidentielle et législatives libres, justes et vérifiables ? Rejetez-vous l'événement organisé le 6 décembre par le régime de Nicolás Maduro et demandez-vous à la communauté internationale de ne pas le reconnaître ? Ordonnez-vous que soit rapidement sollicitée la communauté internationale pour activer la coopération, l'accompagnement et l'assistance qui doivent permettre de sauver notre démocratie, faire face à la crise humanitaire et protéger notre peuple contre les crimes de lèse-humanité ? ». Les organisateurs ont annoncé une participation supérieure à celle des élections législatives (six millions de votants), sans qu'il soit possible de vérifier.

¹² Les organisateurs ont annoncé une participation supérieure à celle enregistrée pour les législatives, soit six millions de votants, une donnée impossible à vérifier.